

# Rapport d'activités 2018 - 2019



Présenté aux membres le 4 juin 2019

Assemblée générale annuelle

## Table des matières

PRÉSENTATION	p. 2
MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA COORDONNATRICE	p. 3
SUR LA SCÈNE NATIONALE - L'ANNÉE EN BREF	p. 4
ORIENTATION 1 - VIE ASSOCIATIVE	p. 5
ORIENTATION 2 - DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS	p. 7
ORIENTATION 3 - GESTION	p. 13
ORIENTATION 4 - COMMUNICATIONS	p. 15
ORIENTATION 5 - DÉVELOPPEMENT DE PARTENARIATS	p. 16
NOS MEMBRES	p. 18

### PRÉSENTATION

#### Une table de concertation en condition féminine active dans sa communauté

Le 27 mai 1987 avait lieu la première rencontre régionale du Réseau des femmes des Laurentides (RFL), date qui marque sa fondation. Cela fait donc trente-deux ans que l'organisme œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des femmes de la région, en s'assurant que leurs réalités soient mieux connues, reconnues et prises en compte sur le plan local et régional.

Le RFL exerce un rôle central de concertation et de mobilisation au sein du mouvement des femmes des Laurentides. En 2018-2019, il rassemble et représente vingt-deux groupes et comités de femmes, ainsi que les intérêts des femmes de l'ensemble du territoire (huit MRC réparties sur 22 000 km<sup>2</sup>).

Avec ses membres, le RFL identifie des priorités régionales en matière de condition féminine et réalise des projets en lien avec les besoins rencontrés sur le terrain. Il a ainsi développé des expertises ciblées, notamment sur des sujets comme l'implication citoyenne et politique des femmes, la santé mentale des femmes et la socialisation stéréotypée des filles et des garçons.

Reconnu comme référence régionale en condition féminine, le RFL agit politiquement, sans partisanerie, pour que les droits et les intérêts des femmes soient concrètement respectés dans des domaines comme la santé, la politique, le développement social et économique de notre région.

Le Réseau des femmes des Laurentides (RFL) est un regroupement régional qui rassemble et représente les groupes de femmes de la région des Laurentides.

Il travaille avec ses membres à améliorer les conditions de vie des femmes dans une perspective féministe d'égalité entre les sexes et de justice sociale.

## MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA COORDONNATRICE

On peut dire que l'année a débuté du bon pied! Dès juin, le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) a annoncé un soutien financier supplémentaire de 12,7% en appui à la mission des organismes en défense collective des droits, ainsi qu'une indexation de 1% de leur financement annuel de 2019 à 2023. Qui plus est, une nouvelle augmentation de 11,76% applicable pour l'année 2018-2019 a été octroyée en octobre pour permettre aux organismes d'assumer les coûts de croissance de leur masse salariale, notamment ceux liés aux hausses prévues du salaire minimum. Bien que ces montants demeurent insuffisants pour compenser les carences des années passées, on ne peut que se réjouir d'avoir pu renflouer les coffres de 15 000\$!

En ce qui a trait aux activités du RFL, l'année a été particulièrement marquée par la production et la diffusion de l'état des lieux *Un pas de plus vers l'autonomie économique des femmes en situation de vulnérabilité ou de pauvreté - Visons l'accès au logement abordable et sécuritaire dans les Laurentides!* Mille mercis aux membres du comité orienteur qui ont guidé la démarche, ainsi qu'aux groupes membres qui ont alimenté et validé leurs travaux tout au long du processus. Plus de 400 exemplaires de l'état des lieux ont été distribués aux préfets, éluEs et acteurs et actrices du milieu présents lors d'une *Tournée de sensibilisation et d'écoute en faveur du développement social 2019* qui s'est déroulée dans les huit Municipalités régionales de comté (MRC) de la région en février.

Quant à la vie associative, elle est toujours aussi dynamique. Deux nouveaux groupes ont joints les rangs du RFL, enrichissant les échanges de leurs expertises spécifiques. Comme à chaque année, la concertation a mis en lumière la pauvreté vécue par les femmes et différentes discriminations. Dans le nouveau contexte où la CAQ est majoritaire au Québec et omniprésente dans les Laurentides - et à l'aube d'élections fédérales - le RFL poursuit son travail de sensibilisation auprès des éluEs pour permettre des avancées significatives et améliorer les conditions de vie de toutes les femmes.

À la lecture des pages qui suivent, vous pourrez constater encore cette année ce qui fait du RFL la référence régionale en condition féminine.

Bonne lecture !

De gauche à droite sur la photo :

**Vicky Langlais**, coordonnatrice  
**Mélanie Hébert**, présidente  
**Chantal Racicot**, secrétaire-trésorière  
**Caroline Brunet**, vice-présidente  
**Marie Turcotte**, administratrice  
**Monique Beaulieu**, administratrice



## SUR LA SCÈNE RÉGIONALE

### L'année en bref

Le printemps 2018 a été marqué par la tenue, à Saint-Sauveur, d'une **Conversation régionale** organisée par le Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides (CPÉRL). Tous les acteurs locaux et régionaux qui contribuent à l'enrichissement des personnes et de la région ont été invités à échanger sur les cinq priorités régionales dans le cadre du Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR). Le RFL a invité les préfets à profiter de son expertise afin d'intégrer les enjeux qui touchent les femmes de façon transversale dans chacune des priorités du programme.

C'est aussi au printemps que le **Groupe de ressources techniques (GRT) s'est installé dans les Laurentides**. L'OSBL offre un service « clef en main » d'accompagnement des municipalités et des organisations sociales en matière de développement d'habitation collective. Il faut savoir qu'au cours des prochaines années, les municipalités auront accès à du financement supplémentaire majeur pour différents projets. Celui-ci proviendra de la Stratégie nationale sur le logement *Un chez-soi d'abord* (une enveloppe de 40 milliards sur 10 ans) et de la refonte du programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec (SHQ). Ces sommes, conjuguées à l'arrivée du GRT dans la région, faciliteront la réalisation de projets de construction et de rénovation de logement sociaux et communautaires. Ceux-ci répondront à un besoin criant dans les Laurentides, particulièrement pour les femmes en situation de vulnérabilité ou de pauvreté.

À l'automne, impossible de passer sous silence **les élections provinciales**, qui ont enregistré **un taux record de candidatures féminines**. En effet, celui-ci est passé de 29,4% en 2014 à 40% en 2018, si bien que la zone paritaire en termes de candidatures est atteinte pour la première fois lors d'une élection générale au Québec.

Le soir du 1<sup>er</sup> octobre, la Coalition Avenir Québec a remporté les élections de manière décisive, délogeant des années de règne libéral. Tel que promis, François Legault a dévoilé un Conseil des ministres paritaire composé de 13 femmes et de 13 hommes. **Dans les Laurentides**, les 10 circonscriptions sont représentées par des députéEs caquistes et **on compte cinq ministres, dont 3 femmes et 2 hommes**.

Fin février, c'est la **Tournée de sensibilisation et d'écoute en faveur du développement social**, coordonnée par le Conseil régional de développement social des Laurentides (CRDSL), qui a dominé la scène régionale. Les rencontres réalisées dans chacune des MRC ont été pilotées par les Tables locales de développement social. Les constats recueillis lors de la tournée serviront d'assises à la préparation d'un événement régional sur le développement social au printemps 2019, tel que souhaité quelques mois plus tôt par les participantEs à la Conversation régionale.

L'année s'est déroulée sous le thème de la concertation régionale.

Il est maintenant temps de passer à l'action pour bâtir un avenir meilleur pour les femmes et les hommes des Laurentides!



maisons d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape pour femmes victimes de violence conjugale. L'après-midi a été consacré à la **présentation du documentaire « En quête de protection - Un regard sur les impacts des interventions sociojudiciaires sur la relation mère-enfant en contexte de violence conjugale au Québec »** animée par Danielle Leblanc, intervenante de la Maison d'Ariane. Deux invitées, une professeure et une stagiaire de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), Campus de Saint-Jérôme, ont participé à la présentation ainsi qu'à la période d'échanges qui a suivi.

- **14 février 2019 - Centre sportif Daniel-Héту à Sainte-Agathe-des-Monts**

(Participant(e)s : 16 déléguées, 4 accompagnatrices)

La **réflexion collective** sur les critères d'adhésion au RFL, amorcée en novembre, s'est poursuivie après le tour de table *Quoi de neuf chez les membres?* La coordonnatrice a ensuite présenté et distribué **l'état des lieux Un pas de plus vers l'autonomie économique des femmes en situation de vulnérabilité ou de pauvreté - Visions l'accès au logement abordable et sécuritaire dans les Laurentides!**. Les membres ont été invitées à participer à la *Tournée de sensibilisation et d'écoute en faveur du développement social 2019* au cours des deux semaines suivantes, afin d'exprimer leurs revendications locales et d'appuyer celles portées par le RFL dans l'état des lieux pour l'ensemble de la région. En après-midi, les membres ont poursuivi le travail afin de **planifier la production d'un deuxième état des lieux qui portera sur les violences envers les femmes, ainsi que l'organisation d'un événement régional qui y sera entièrement consacré en 2020.**

## Les comités

Comme à chaque année, des représentantes des groupes membres ont fait bénéficier le RFL de leurs savoirs, de leurs expertises et de leur créativité en s'impliquant au sein d'un comité. Merci à chacune de son implication!

### Comité Empreintes de femmes (État des lieux)

- **Monique Beaulieu**, La Colombe, Centre de jour pour femmes
- **Caroline Limoges**, La Citad'Elle de Lachute
- **Brigitte Paquette**, La Maison d'Ariane
- **Chantal Petit**, Centre d'Accompagnement Pour Jeunes Enceintes ou Mères (CAP JEM)
- **Chantal Racicot**, Conseil central des Laurentides – CSN
- **Fannie Roy**, La Maison d'Ariane
- **Myriam Tison**, L'Ombre-Elle

Collaboration spéciale :

- **Isabelle Marchand**, Université du Québec en Outaouais (UQO) – Campus de Saint-Jérôme

Les réunions du comité ont eu lieu les 4 avril, 4 juillet, 19 septembre et 12 novembre 2018.

Un merci spécial à Chantal Racicot et à la CSN pour le prêt de la salle de réunion.



## Orientation 2 : DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS

Faire de l'éducation populaire autonome, de l'analyse politique non partisane, de la mobilisation sociale et de la représentation, dans le but de faire valoir les droits des filles et des femmes auprès des instances gouvernementales.

### ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME

Les activités d'éducation populaire autonome, axées sur les droits et la vie démocratique, visent la prise en charge et l'autonomie des personnes. En ce sens, le rôle du RFL est de renseigner, informer, éduquer, outiller, sensibiliser, vulgariser des concepts pour les rendre compréhensibles à un large public, favoriser la création de liens entre les personnes qui vivent des situations semblables et susciter la mobilisation sociale.

- Au terme de plusieurs mois de travail, de recherche et de concertation avec ses membres, le RFL a produit l'état des lieux intitulé ***Un pas de plus vers l'autonomie économique des femmes en situation de vulnérabilité ou de pauvreté - Visons l'accès au logement abordable et sécuritaire dans les Laurentides!*** Le document comprend un état de la situation économique et des facteurs d'appauvrissement des femmes de la région, ainsi que deux recommandations qui visent à redonner aux femmes du pouvoir sur leur vie : développer des logements sociaux et communautaires abordables, sécuritaires et facilement accessibles aux femmes et soutenir la mise sur pied de maisons d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale.

Quatre cents exemplaires du document ont été distribués dans les huit Municipalités régionales de comté (MRC) des Laurentides au cours de la *Tournée de sensibilisation et d'écoute en faveur du développement social 2019*. Il a également été diffusé largement via les réseaux sociaux.

(Pour plus de détails, voir l'Orientation 5 – Développement de partenariats, pages 16-17)

### ANALYSE POLITIQUE NON PARTISANE

En tant qu'organisme en défense collective des droits, le RFL doit faire l'analyse de politiques gouvernementales et de projets de loi.

- Le 13 avril 2018, le RFL a déposé un mémoire au Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides dans le cadre des pré-consultations en lien avec les cinq priorités du Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR). Le RFL a voulu s'assurer que les réalités des femmes soient connues et prises en compte aux plans local et régional tout au long de cette démarche.

## ACTIVITÉS DE MOBILISATION SOCIALE

Tout au long de l'année, le RFL mobilise ses membres, ainsi que la communauté plus large via les réseaux sociaux, autour d'actions variées visant la défense des droits des femmes. Celles-ci peuvent prendre différentes formes, allant de la manifestation à l'envoi massif de courriels ou à la signature de pétitions, dans le but d'intervenir auprès de la population en général et des autorités gouvernementales ou autres.

### Avril

Signature de la pétition **Non à l'esclavage moderne : Les travailleuses domestiques ont des droits!** Celle-ci visait à ratifier la Convention n° 189 de l'Organisation internationale du Travail sur les travailleuses et travailleurs domestiques, et à inviter les gouvernements des provinces et des territoires à harmoniser leurs législations à la Recommandation n° 201 de l'Organisation internationale du Travail qui accompagne cette convention.

### Mai

Signature de la déclaration publique **Épuisement et précarité chez les travailleuses et travailleurs communautaires : une situation insoutenable!**

Signature de la pétition **Nous refusons que le retour de l'éducation à la sexualité soit un rendez-vous manqué!** exigeant des moyens financiers dédiés et la collaboration avec l'ensemble des acteurs et actrices.

Signature d'une pétition demandant à la Chambre des communes d'adopter rapidement une **loi modernisant la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)**, qui comporterait des mesures plus strictes de protection contre l'exposition à des produits toxiques, des normes nationales exécutoires sur la qualité de l'air, ainsi que la reconnaissance du droit fondamental à un environnement sain et des protections adéquates pour les populations vulnérables.

Signature de la pétition intitulée **Noms des nouvelles salles de commissions parlementaires à l'Assemblée nationale du Québec** demandant à cette dernière de nommer les deux nouvelles salles de commissions parlementaires les salles **Marie-Claire-Kirkland** et **Mary-Two-Axe-Earley** et de renommer le salon Marie-Claire-Kirkland, le **salon Léa-Roback**.

### Juin

Signature de la lettre ouverte **Les organismes communautaires ne vous appartiennent pas!** adressée aux maires et mairesses du Québec. Celle-ci a été initiée par une Maison des jeunes qui s'est fait retirer son soutien de la Ville représentant le tiers de son budget, avec un avis d'expulsion des locaux. La Ville a plutôt choisi d'offrir un service similaire sur lequel elle exercera le plein contrôle de la programmation et de la gestion. La lettre visait à tirer la sonnette d'alarme et ouvrir un dialogue avec les villes sur la dangerosité de ce genre de pratiques pour notre tissu social pour l'autonomie des groupes communautaires.

## Septembre

Participation à l'enquête salariale du CSMO-ESAC pour le secteur d'emploi du mouvement communautaire autonome.

Participation à la **Grande marche entre Ottawa et Québec De villes en villages pour le droit au logement** organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Le RFL a rejoint le cortège lors de son passage à Mirabel le 10 septembre 2018.



Signature d'une pétition et soutien à la lettre ouverte **Pour l'accès des demandeurs et demandeuses d'asile aux services de garde éducatifs**.

Participation au **Grand pique-nique électoral** du 17 septembre 2018 à Saint-Jérôme. En tant que membre du Comité mobilisation du Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL), le RFL s'est impliqué dans la planification de l'événement qui a réuni 200 personnes issues du milieu communautaire. Trois des quatre partis étaient représentés par des candidatEs venuEs répondre aux questions des participantes et participants.



## Octobre

Envoi d'une lettre interpellant le Gouvernement du Canada afin que celui-ci tienne ses **promesses faites aux femmes et aux filles yézidies récemment réfugiées au pays** d'assurer un soutien psychologique et social, de l'hébergement à long terme sécuritaire et des soins post-traumatiques au Canada.

## Janvier

Appui à la campagne « **Justice pour les locataires : Réformons la Régie du logement** » initiée par le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ).

## Février

Signature de la pétition **Exclusion du revenu des pensions alimentaires dans le calcul de prestations diverses**, demandant au gouvernement du Québec de cesser de traiter comme un revenu les pensions alimentaires dans le calcul des prestations d'aide sociale, ainsi que l'admissibilité à l'aide juridique, à l'aide financière aux études et aux allocations au logement.

Signature de la **Déclaration d'appui à la campagne contre l'utilisation d'électrochocs à l'Hôpital Notre-Dame** intitulée « **La mémoire est sacrée** ».

## Mars

Promotion, via les bulletins mensuels régionaux de février et de mars, des activités organisées par les groupes membres du RFL dans le cadre de la **Journée internationale des droits des femmes** du 8 mars 2019. Diffusion d'un communiqué de presse. Gestion des commandes de matériel promotionnel (épinglettes/affiches).

Signature de la pétition **Mise en pratique de la démarche de santé intégrative** demandant au gouvernement du Québec d'amender la loi régissant les soins de santé afin que : soit respectée l'autonomie du patient concernant ses objectifs de soins de santé et décisions de traitement; que les médecins ne puissent pas être reconnus coupables de faute professionnelle ou d'incompétence parce qu'ils recommandent ou pratiquent une thérapie non conventionnelle ou qui s'écarte de la pratique médicale en vigueur, sauf s'il est démontré que la thérapie complémentaire pose un plus grand risque pour la santé du patient que la pratique de la médecine conventionnelle; que les associations de thérapeutes formés de façon rigoureuse en santé intégrative puissent obtenir plus facilement justice pour la reconnaissance d'un statut professionnel qui permettrait ainsi de mieux protéger le public; que les soins de première ligne puissent être décentralisés et administrés par d'autres groupes de praticiens de médecine intégrative formés en ce sens.

## ACTIVITÉS DE REPRÉSENTATION

Le RFL fait plusieurs activités de représentation pour faire connaître aux autorités gouvernementales compétentes ses points de vue sur les politiques et les orientations gouvernementales et ainsi assurer un meilleur exercice des droits des femmes.

### Représentations au sein de comités régionaux

Par son implication au sein de divers comités, le RFL s'assure de la prise en compte des besoins et des réalités des femmes dans diverses sphères du développement local et régional.

## Comité régional pour l'autonomie des femmes (CRAF) des Laurentides

Coordonné par Emploi-Québec, le CRAF rassemble treize organismes en employabilité ainsi que le RFL. Les membres se concertent dans le but d'entreprendre des actions mobilisatrices visant l'autonomie économique de toutes les femmes.



En 2018, le CRAFL a obtenu une subvention triennale du Secrétariat à la condition féminine pour réaliser le projet ExceptionnELLES. Celui-ci met en œuvre des ateliers et conférences, des activités de mentorat (entrepreneuriat, éducation ou emploi) auprès de femmes des Laurentides, la production de capsules vidéos, la création d'une communauté virtuelle et des événements de reconnaissance.

Le RFL a participé aux réunions du CRAF les 11 avril et 24 septembre 2018, ainsi que le 28 janvier 2019. Il s'est impliqué dans l'organisation de l'événement ExeptionnELLES tenu le 11 octobre à Sainte-Adèle. Il s'est également engagé à faire la promotion des événements publics via *L'Info-RFL Express*, *L'Info-RFL – Le bulletin régional en condition féminine* et sa page Facebook.

## Conseil régional de développement social des Laurentides (CRDSL)

Le CRDSL est une instance régionale de concertation en développement social qui regroupe des individus issus des tables de concertation locales des MRC, du milieu de la santé et des services sociaux, des réseaux de solidarité sociale et de l'éducation, du milieu des affaires, du développement économique, des représentants des secteurs jeunesse, aînés et condition féminine. Le RFL a participé aux réunions du CRDSL les 4 mai (Sainte-Agathe-des-Monts), 30 mai (AGA à Saint-Sauveur) et 20 septembre 2018 (Saint-Faustin-Lac-Carré).



## Comité régional sur le logement

Le RFL est devenu membre du Comité régional sur le logement coordonné par le CRDSL. Il a participé à l'événement régional d'information sur la *Stratégie nationale sur le logement social* et sur le Groupe de ressources techniques (GRT) des Laurentides tenu le 13 décembre 2018 à Saint-Jérôme, puis à sa première réunion à titre de membre du comité le 7 février 2019.

## Représentations ponctuelles

Le RFL saisi des opportunités pour sensibiliser aux réalités des femmes et faire valoir leurs droits.

- 5 avril 2018 : Participation à la **journée de consultation** du Secrétariat à la condition féminine en vue de l'élaboration du **plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale**.
- 14 mai 2018 : Participation à la **Journée de concertation** organisée par le Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides en lien avec le **Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale (PAGIEPS)** et le **Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR)**.
- 22 mai et 5 juin 2018 : **Rencontres avec le nouveau directeur du Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides** afin de lui présenter le RFL, de le sensibiliser aux enjeux en matière de condition féminine et de développer une collaboration en lien avec les états des lieux sur l'autonomie économique des femmes et les violences envers les femmes.
- 23 mai 2018 : Participation à la journée régionale **L'UQO en dialogue avec les Laurentides**.

- 21 juin 2018 : Allocution lors du lancement du numéro 75 de la revue **À Bâbord! "Bouger des montagnes : Les Laurentides engagées"** en lien avec un article rédigé par le RFL qui fait état des actions et des luttes qu'il a menées et qui rappelle les priorités régionales pour les femmes.
- 31 octobre 2018 : Participation à une **Journée régionale de discussions et d'échanges réunissant les partenaires régionaux**, organisée par le Conseil des préfets et des élus des Laurentides.
- Du 19 février au 1<sup>er</sup> mars 2019 : Participation aux huit rencontres de MRC organisées dans le cadre de la **Tournée de sensibilisation et d'écoute en faveur du développement social 2019**.
- 27 mars 2019 : Participation au lancement d'une recherche intitulée « **Recherche participative sur la pratique émergente de la Maison de Sophia et son effet sur les femmes en situation d'itinérance ou à haut risque d'itinérance sur le territoire de la MRC de la Rivière-du-Nord**».
- 28 mars 2019 : Participation à la **Rencontre des partenaires régionaux** visant à présenter le **bilan de la Tournée de sensibilisation et d'écoute en faveur du développement social 2019**.

## ADHÉSIONS À DES GROUPES, ASSOCIATIONS ET ORGANISMES

Le RFL a réaffirmé son appartenance au **mouvement des femmes du Québec** et à d'autres **forces progressistes** en renouvelant son adhésion à différents groupes, associations ou organismes :

- Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine – CDÉACF
- Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle – CLES
- Coordination du Québec pour la Marche mondiale des femmes (CQMMF)
  - Participation aux réunions tenues les 11 juin (Drummondville), 15 et 29 novembre 2018 (via la plateforme Zoom) ainsi que le 18 février 2019 (Montréal).
- Fédération des femmes du Québec - FFQ
  - Participation à l'AGA les 26 et 27 mai 2018 (Montréal) et à l'Assemblée générale extraordinaire du 28 octobre 2018 (plateforme Zoom).
- Relais-Femmes
  - Participation à l'AGA (via un webinaire) le 20 septembre 2018.
- Réseau québécois d'action pour la santé des femmes – RQASF
  - Participation à l'AGA et à une journée de réflexion les 26 et 27 septembre 2018 (Montréal).
- Réseau des femmes en environnement
- Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec (RTRGFQ) : L'organisme rassemble les 17 Tables régionales de concertation en condition féminine au Québec. Il joue un rôle de liaison et de concertation entre ses membres et favorise l'action collective en faveur de l'égalité et de l'amélioration des conditions de vie des femmes. Il prend des positions politiques en lien avec les priorités identifiées et soumet les réalités régionales aux instances nationales.
  - Participation aux Assemblées générales régulières (AGR) et annuelle (AGA) les 12, 13 et 14 juin 2018 (Saint-Félix-de-Kinsey), puis à l'AGR tenue les 16 et 17 octobre 2018 (Québec).
  - Implication au sein du Comité Communications qui s'est réuni les 12 avril, 10 et 12 juillet et 5 décembre 2018, ainsi que le 5 mars 2019 (via la plateforme Zoom).
- Regroupement des organismes communautaires des Laurentides - ROCL
  - Participation à l'AGA tenue le 30 mai 2018 (Sainte-Adèle).
  - Implication au sein du Comité Mobilisation visant l'organisation de différentes actions régionales. Participation aux réunions tenues les 17 avril et 30 octobre 2018 (Saint-Jérôme).

## ORIENTATION 3 : GESTION

Optimiser l'efficacité organisationnelle et assurer la gestion saine et transparente de l'administration, des ressources humaines et financières.

### L'Assemblée générale annuelle (AGA)

Quatorze déléguées des groupes membres et dix-huit accompagnatrices ont participé à l'AGA qui s'est déroulée le 7 juin 2018 à la Place Lagny à Sainte-Agathe-des-Monts. L'après-midi a été consacrée à un atelier de réflexion collective visant à alimenter le travail du comité *Empreintes de femmes* pour la production d'un état des lieux sur les enjeux de l'autonomie économique des femmes et des violences envers les femmes. Les participantes ont proposé des recommandations concrètes sur lesquelles les éluEs ont un pouvoir d'agir.

### Le conseil d'administration

Composé de cinq déléguées des groupes membres, le conseil d'administration travaille avec rigueur pour assurer la cohésion et la pérennité de l'organisme. En cohérence avec les valeurs portées par le RFL, le mode de gestion est démocratique, participatif et transparent. Le travail du conseil d'administration est guidé par le Plan stratégique 2016-2019 qui vise à optimiser les actions du RFL en tenant compte des moyens disponibles.

Les membres se sont rencontrées à Sainte-Agathe-des-Monts les 24 mai (Organisme PAIX), 13 septembre (La Colombe, Centre de jour pour femmes) et 28 novembre 2018 (Organisme PAIX). La rencontre prévue le 30 janvier a dû être reportée en avril à cause de conditions routières dangereuses. Plusieurs communications ont eu lieu par courriel et par téléphone afin d'assurer différents suivis.

### Composition du conseil d'administration :

- Mélanie Hébert (Centre de femmes Liber'Elles), présidente
- Caroline Brunet (La Passe-R-Elle des Hautes-Laurentides), vice-présidente
- Chantal Racicot, (Conseil central des Laurentides – CSN), secrétaire-trésorière
- Monique Beaulieu (La Colombe, centre de jour pour femmes), administratrice
- Marie Turcotte (Centre de femmes Les unes et Les autres), administratrice

## Les ressources humaines

Cette année encore, le travail de la coordonnatrice a été soutenu par l'agente aux communications Farah Wikarski, embauchée à raison de 6h de télétravail par semaine. Celle-ci a notamment produit et diffusé les bulletins Info-RFL hebdomadaires et mensuels, alimenté la page Facebook et bonifié le site Web.



## Les ressources financières

Le RFL reçoit une **subvention annuelle de 57 855\$ du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) pour réaliser sa mission en défense collective des droits**. Celle-ci provient du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et action bénévole, volet Promotion des droits.

En juin, **le SACAIS a annoncé un soutien financier supplémentaire de 7 365\$ (12,7%) en appui à la mission des organismes en défense collective des droits, ainsi qu'une indexation de 1%** de leur financement annuel, de 2019 à 2023. Une **autre augmentation de 7 670\$ (11,76%) applicable pour l'année 2018-2019** a été octroyée en octobre pour permettre aux organismes d'assumer les coûts de croissance de leur masse salariale, notamment ceux liés aux hausses prévues du salaire minimum.

Le RFL a également reçu une **subvention de 30 000\$** dans le cadre d'une entente de collaboration triennale (2017-2020) conclue entre **le Secrétariat à la condition féminine (SCF)** et les dix-sept Tables régionales de concertation en condition féminine du Québec pour la production et la diffusion d'un état des lieux sur des enjeux régionaux en condition féminine (Voir les détails du projet Empreintes de femmes – pages 16-17).

## Orientation 4 : COMMUNICATIONS

Optimiser les communications internes et externes. Faire rayonner largement le travail du RFL et de ses membres. Conscientiser la population, les alliées et les partenaires aux multiples enjeux en condition féminine.

### Plan de communication 2016-2019

Au cours de la démarche de planification stratégique 2016-2019, l'élaboration d'un plan de communication s'est rapidement imposée comme le meilleur outil pour soutenir, de façon transversale, l'ensemble des actions du RFL.

Le Plan de communication se décline en deux axes :

- **Axe 1** : La connaissance et la reconnaissance du RFL au sein de sa communauté
- **Axe 2** : Le développement de partenariats en région

La démarche a mené à la création de deux précieux outils de communications pour les membres :

- Le bulletin **Info-RFL Express** fait maintenant partie des mœurs de l'organisme. Il offre aux membres des informations variées et regroupées, tous les mardis.
- **L'Info-RFL – Le bulletin régional en condition féminine** offre quant à lui une tribune à l'organisme et à ses membres. Il permet d'accroître leur visibilité, d'être mieux connus et reconnus au sein de la communauté et il favorise le développement de nouveaux partenariats. Diffusé le 1<sup>er</sup> du mois, le bulletin regorge d'informations susceptibles d'intéresser un large public: des nouvelles du RFL et de ses membres, des formations, conférences, événements, initiatives, dossiers, mémoires et lectures touchant la condition féminine, ainsi que des offres d'emploi. Neuf numéros ont été diffusés au cours de l'année.

### Page Facebook

Incontournable à l'ère actuelle, le RFL a poursuivi ses publications sur ce média social en profitant d'une vitrine sans cesse grandissante. La page Facebook compte maintenant 703 mentions « J'aime » alors qu'elle en comptait 644 à pareille date l'année passée. Une mise en ligne quotidienne de l'actualité féministe et des moments forts du RFL fait de cette page un espace de sensibilisation et de réflexion aux enjeux de condition féminine.

### Communiqués de presse

Un communiqué de presse a été émis le 4 mars 2019 à l'occasion de la **Journée internationale des droits des femmes**. Il a permis le lancement public de l'état des lieux ***Un pas de plus vers l'autonomie économique des femmes en situation de vulnérabilité ou de pauvreté. Visons l'accès au logement social et sécuritaire dans les Laurentides!***

## ORIENTATION 5 : DÉVELOPPEMENT DE PARTENARIATS

Consolider les liens créés. Prioriser le développement de nouveaux partenariats et d’alliances avec des acteurs du milieu afin d’assurer la prise en compte des besoins des femmes dans le développement local et régional.

### État des lieux - Empreintes de femmes

Un pas de plus vers l’autonomie économique des femmes en situation de vulnérabilité ou de pauvreté - Visons l’accès au logement abordable et sécuritaire dans les Laurentides!

Ce projet échelonné sur une période de trois ans (2017 à 2020) est réalisé grâce au soutien financier du Secrétariat à la condition féminine. Il s’inscrit dans la continuité des réflexions collectives abordées quatre ans plus tôt dans le cadre du Congrès régional EMPREINTES DE FEMMES. Le mandat consiste à produire un état des lieux sur un enjeu prioritaire en matière d’égalité entre les femmes et les hommes, afin d’outiller et soutenir les instances locales et régionales dans la prise en compte des réalités des femmes dans leurs travaux.

L’état des lieux fait d’abord état de la situation économique et des facteurs d’appauvrissement des femmes des Laurentides, puis il présente deux recommandations pour permettre à celles qui vivent en situation de vulnérabilité ou de pauvreté de reprendre du pouvoir sur leur vie :

**Recommandation no. 1 :** Développer des logements sociaux et communautaires abordables, sécuritaires et facilement accessibles aux femmes.

**Recommandation no. 2 :** Soutenir la mise sur pied de maisons d’hébergement de 2<sup>e</sup> étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale.

Concernant la 2<sup>ème</sup> recommandation, le RFL a soutenu les quatre maisons d’hébergement pour femmes victimes de violence conjugale qui ont entamé des démarches ou une réflexion active dans le but de combler ce manque pour les femmes de la région : La Passe-R-Elle des Hautes-Laurentides (Mont-Laurier), L’Ombre-Elle (Sainte-Agathe-des-Monts), La Maison d’Ariane (Saint-Jérôme) et la Citad’Elle (Lachute). Le RFL a en effet pris en charge l’organisation de rencontres d’échanges et d’informations afin de soutenir les initiatives et de planifier des actions régionales concertées et solidaires. La directrice et l’agente de développement de L’Alliance des maisons d’hébergement de 2<sup>e</sup> étape pour femmes victimes de violence conjugale (organisme provincial), ainsi que la chargée de projet du Groupe de ressources techniques (GRT) Laurentides ont été invitées à deux d’entre elles afin de partager leurs savoirs et expertises. La coordonnatrice du Réseau des Tables régionales de



groupes de femmes du Québec a également participé à l'une des rencontres, afin de pouvoir partager à ses membres l'initiative développée dans les Laurentides. Trois rencontres réalisées via la plateforme Zoom ont eu lieu au cours de l'année, les 8 janvier, 11 février et 25 mars 2019.

Rappelons qu'il existe actuellement 18 maisons d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape pour femmes victimes de violence conjugale réparties dans dix régions du Québec. **Il n'y en a aucune dans les Laurentides.** Le besoin est pourtant bien réel.

L'état des lieux est disponible sur le site Web du RFL sous l'onglet *Outils et publications*.

Fin février, le RFL a profité de la *Tournée de sensibilisation et d'écoute en faveur du développement social* coordonnée par le Conseil régional de développement social des Laurentides (CRDSL) pour présenter l'état des lieux à plus de 500 personnes : des préfets, des éluEs des différents paliers et divers acteurs et actrices du milieu. La coordonnatrice a participé à sept des huit rencontres pilotées par les tables locales en développement social. Une travailleuse du Centre Rayons de femmes a représenté le RFL dans la MRC Thérèse-de-Blainville (tenue en même temps que celle d'Argenteuil). Une dizaine de groupes membres du RFL ont également participé aux rencontres dans leur MRC respective.

Plus de 400 exemplaires de l'état des lieux ont été distribués pendant la tournée dans les huit Municipalités régionales de comté (MRC)

- 19 février : MRC de Mirabel
- 20 février : MRC d'Antoine-Labelle
- 22 février : MRC de Rivière-du-Nord
- 26 février : MRC d'Argenteuil
- 26 février : MRC Thérèse-De Blainville
- 27 février : MRC des Pays-d'en-Haut
- 28 février : MRC des Laurentides
- 1<sup>er</sup> mars 2019 : MRC de Deux-Montagnes

Le bilan de la tournée sera présenté aux organismes régionaux le 28 mars. Les constats recueillis serviront d'assises à la préparation d'un Forum régional sur le développement social qui se tiendra au printemps 2019.



## NOS MEMBRES

### Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel

CALACS-Laurentides

L'Élan – CALACS

### Centres de femmes

Carrefour des femmes du Grand Lachute

Centre de femmes Les unes et Les autres

Centre de Femmes Liber'Elles

Centre Rayons de femmes Thérèse-De Blainville

La Colombe, Centre de jour pour femmes

Signée Femmes, le centre de femmes

### Maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants

La Citad'Elle de Lachute

La Maison d'Ariane

La Passe-R-Elle des Hautes-Laurentides

L'Ombre-Elle

Maison d'accueil Le Mitan

### Groupes de femmes divers

Centre d'Accompagnement Personnalisé pour Jeunes Enceintes ou Mères (CAP JEM)

Collectif féminin sortie 76

### Organismes communautaires et regroupements comportant un volet Condition féminine

Association des retraitéEs de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ-CSQ)

Droits et Recours Laurentides

Fonds d'Emprunt des Laurentides

Le Phare des AffranchiEs

### Syndicats – Comité condition féminine

Conseil central des Laurentides - CSN

FIQ - Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides (FIQ-SPSL)

Syndicat de la fonction publique provinciale (SFPQ), Laurentides-Lanaudière-Outaouais